

ACCORD CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES



COMUE de Toulouse
41 allées Jules Guesde
CS 61321
31013 TOULOUSE CEDEX 6
Tél: 05 61 14 80 11

Accord cadre n°2024-090

Fourniture de matériels médicaux pour l'équipement du centre de santé du SIMPPS situé à UTC

Procédure adaptée en application des articles R2123-1 et R2123-4 à R2123-7 du code de la commande publique

Cahier des Clauses Administratives particulières
(C.C.A.P)

SOMMAIRE

ARTICLE 1. GENERALITES	4
1.1 Objet de l'Accord cadre.....	4
1.2 Procédure de Passation.....	4
1.3 Maximum de l'accord cadre	4
1.4 Lieu de livraison.....	4
1.5 Allotissement	4
1.6 Tranches.....	4
1.7 Prestation supplémentaire éventuelle.....	4
1.8 Variantes	4
1.9 Type et forme de l'accord cadre.....	4
ARTICLE 2. DUREE	4
ARTICLE 3. PIECES CONTRACTUELLES	5
ARTICLE 4. MODALITE DE COMMANDE.....	5
4.1 Expression du besoin.....	5
4.2 Devoir de conseil du titulaire.....	6
4.3 Bons de commande.....	6
4.4 Modification d'un bon de commande.....	6
4.5 Suspension d'un bon de commande.....	7
4.6 Résiliation d'un bon de commande	7
4.7 Commandes hors BPU.....	7
4.8 Durée des bons de commande	7
ARTICLE 5. DELAIS D'EXECUTION ET DE LIVRAISON.....	7
5.1 Délai de livraison.....	7
5.2 Prolongation des délais.....	8
5.3 SAV et garantie.....	8
5.4 Livraison	8
ARTICLE 6. RECEPTION DES ARTICLES	8
6.1 Vérification quantitative.....	9
6.2 Vérification qualitative.....	9
ARTICLE 7. CONTENU DES PRESTATIONS.....	9
7.1 Substitution des fournitures.....	9
7.2 Qualité des fournitures.....	9
7.3 Alertes sanitaires.....	9
ARTICLE 8. REGIME FINANCIER	9
8.1 Monnaie.....	9
8.2 Taux de TVA.....	9
8.3 Forme et contenu des prix.....	10
8.4 Offre promotionnelle.....	10
8.5 Actualisation	10
ARTICLE 9. MODALITES DE REGLEMENT DES PRESTATIONS	10
9.1 Avance.....	10
9.2 Présentation des demandes de paiement.....	11
9.3 Paiement des co-traitant.....	11
9.4 Intérêts moratoires	12
ARTICLE 10. Pénalités.....	12
10.1 Pénalités de retard	12
10.2 Pénalités pour non-respect des conditions de livraison et des prescriptions du marché	13
10.3 Pénalité(s) en cas de non-respect des dispositions du code du travail sur le travail dissimulé	13
ARTICLE 11. SOUS TRAITANCE.....	13

ARTICLE 12. CONFIDENTIALITE	13
ARTICLE 13. RGPD¹⁴	
ARTICLE 14. MODIFICATIONS RELATIVES AU TITULAIRE DU MARCHE	14
14.1 Changement de dénomination sociale du titulaire.....	14
14.2 Nouvelle entreprise née de la fusion ou de l'absorption du titulaire.....	14
14.3 Modifications de la structure d'exercice du titulaire	15
ARTICLE 15. REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE.....	15
ARTICLE 16. RESILIATION	15
ARTICLE 17. CLAUSE DE REXAMEN	15
ARTICLE 18. ASSURANCES.....	16
ARTICLE 19. LANGUES.....	16
ARTICLE 20. DIFFERENDS ET LITIGES	16
ARTICLE 21. DEROGATIONS AU CCAG	16

ARTICLE 1.GENERALITES

1.1 Objet de l'Accord cadre

Le présent marché, régi par le présent CCAP, est un marché de Fourniture de matériels médicaux pour l'équipement du centre de santé du SIMPPS situé à UTC

1.2 Procédure de Passation

Le présent marché est passé selon une procédure adaptée en application des articles R2123-1 et R 2123-4 du code de la commande publique.

1.3 Maximum de l'accord cadre

Conformément aux articles R2121-8 et R2162-4 du code de la commande publique, pour la durée totale du marché, l'accord cadre est passé avec un maximum de : 35 000 euros HT.

1.4 Lieu de livraison

Les commandes objet du présent marché seront livrées à
Université du Capitole
Bâtiment Rempart
SSE (4^{ème} étage) 2 rue du Doyen Gabriel Marty
31000 TOULOUSE

1.5 Allotissement

L'objet du marché ne permettant pas l'identification de prestations distinctes, le présent marché est composé d'un lot unique.

Objet	Code CPV
Matériels et fournitures et matériels médicaux	33100000 - Equipements médicaux

1.6 Tranches

Le présent marché ne comprend pas de tranches.

1.7 Prestation supplémentaire éventuelle

Le présent marché ne comprend pas une PSE

1.8 Variantes

Le présent marché n'autorise pas les variantes

1.9 Type et forme de l'accord cadre

L'accord-cadre est mono attributaire.

ARTICLE 2.DUREE

Le présent accord cadre prendra effet à compter de sa notification.

Il est conclu pour une durée d'un (1) an ferme.

ARTICLE 3.PIECES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS le marché est constitué des documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante dont l'exemplaire unique original conservé par la COMUE fait seul foi :

- Le code de la santé publique
- L'acte d'engagement et ses annexes
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.)
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et ses documents annexés
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services
- L'offre technique et financière du titulaire
- Les bons de commande émis au fur et à mesure des besoins

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

Toute clause portée dans la documentation du titulaire contraire aux dispositions des pièces du marché est réputée non écrite. Les conditions générales de vente et d'intervention du titulaire sont concernées par cette disposition.

Durant toute l'exécution du marché, le titulaire devra se conformer à toutes lois, normes, décrets et textes réglementaires en vigueur régissant l'exercice des activités liées au présent marché.

Le titulaire déclare parfaitement connaître le CCAG mentionné bien qu'il ne soit pas matériellement joint au marché :

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310341>

Ordre de préséance : Les pièces contractuelles désignées ci-dessus et qui constituent le marché sont complémentaires et forment un tout. Cependant, en cas de contradiction, elles prévalent les unes par rapport aux autres dans l'ordre indiqué ci-dessus.

Toute clause portée dans les tarifs du titulaire, ou documents quelconques, qui serait contraire aux dispositions prévues dans ces pièces sera considérée comme non écrite. Les conditions générales de vente du Titulaire sont concernées par cette disposition.

Notification : En application de l'article 3. 1. du CCAG-FCS, la notification du marché consiste en la remise d'une copie de l'acte d'engagement signé par la COMUE et de ses annexes au titulaire. Cette remise sera opérée via la plateforme de dématérialisation www.marches-publics.gouv.fr ou par LRAR selon le moyen de dépôt de l'offre par le titulaire.

Du fait de la notification du marché, les pièces mentionnées au présent article deviennent contractuelles.

ARTICLE 4.MODALITE DE COMMANDE

4.1 Expression du besoin

En fonction de ses besoins, le SIMPPS de la COMUE de Toulouse adresse au prestataire une demande de prestation au titulaire :

La demande précise :

- le numéro du marché
- les fournitures commandées (référence, quantité, taille ...)

- la date et le lieu de livraison
- les références et prix de l'article commandé et le cas échéant la mention « hors BPU »

Suite à la réception de cette demande, le titulaire devra établir un devis reprenant les références BPU, le montant HT et TTC

Les prix doivent être conformes à ceux indiqués dans le BPU.

Le titulaire devra fournir le devis dans un maximum de 48h suite à la demande.

Par dérogation aux dispositions de l'article 3-7-2 du CCAG-FCS, le titulaire dispose d'un délai de 48 heures à compter de la réception du bon de commande pour notifier au pouvoir adjudicateur ses observations relatives aux prescriptions dudit bon de commande.

4.2 Devoir de conseil du titulaire

Lors de l'expression du besoin, le titulaire devra donner au pouvoir adjudicateur tous les éléments lui permettant de répondre au mieux à son besoin.

Il devra prodiguer des conseils au pouvoir adjudicateur ainsi que proposer le cas échéant la solution la plus pertinente pour répondre au besoin.

4.3 Bons de commande

L'accord cadre s'exécute au fur et à mesure par l'émission de bons de commande. Chaque service est responsable de l'émission de ses bons de commande et de l'exécution de ces derniers.

Chaque bon de commande devra contenir les informations suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du titulaire
- Le numéro de marché
- La date et le numéro du bon de commande
- La nature et la prescription des prestations à réaliser
- Les délais d'exécutions
- Le lieu de livraison
- Le montant du bon de commande
- Le cas échéant il sera précisé si la commande est hors BPU.

Les bons de commande sont envoyés par courriel au titulaire.

Ils sont exécutoires à compter de leur date de notification attestée : soit par l'accusé de réception en cas d'envoi par courriels, soit par courrier recommandé.

Toute prestation exécutée avant la date de notification du bon de commande conclu sur le fondement de l'accord-cadre reste à la charge du titulaire, sans recours possible contre le pouvoir adjudicateur.

4.4 Modification d'un bon de commande

Après émission d'un bon de commande, la COMUE peut modifier les prestations objet du bon de commande correspondant. Elle émet alors un bon de commande rectificatif. Le bon de commande rectificatif fait apparaître le nouveau délai de réalisation de la prestation modifiée.

Les modalités d'indemnisations suivantes s'appliquent :

- Si un litige imputable au titulaire est à l'origine de la modification, les frais en découlant sont à la charge du titulaire.
- Si la modification est à l'initiative de la COMUE, sans faute du titulaire, les frais en découlant sont à la charge de la COMUE sous réserve que le titulaire justifie des frais réellement exposés et de leurs utilités. Le titulaire remet une demande de paiement précisant les sommes auxquelles il

prétend et donne tous les éléments de détermination de ces sommes en joignant les pièces nécessaires à la justification du paiement.

La modification d'un bon de commande n'ayant fait l'objet d'aucun commencement d'exécution ne peut faire l'objet d'aucun remboursement de frais.

4.5 Suspension d'un bon de commande

Après émission d'un bon de commande, la COMUE peut suspendre l'exécution pour une durée indiquée au titulaire. Cette suspension ne donne lieu à aucune indemnité de la part de la COMUE.

A l'expiration de cette durée, la COMUE peut soit autoriser la reprise de l'exécution du bon de commande ayant fait l'objet d'une suspension, soit émettre, dans les conditions mentionnées ci-dessus, un bon de commande rectificatif portant poursuite des prestations, objet du ou des bons de commande suspendus, soit interrompre le bon de commande dans les conditions mentionnées ci-dessous.

4.6 Résiliation d'un bon de commande

Après émission d'un bon de commande, la COMUE peut en interrompre l'exécution. Elle en informe le titulaire par courrier électronique.

Dans l'hypothèse où l'interruption du bon de commande est directement et exclusivement imputable à la COMUE, les frais en découlant sont à sa charge de sous réserve que le titulaire justifie des frais réellement exposés et de leur utilité. Le titulaire remet une demande de paiement précisant les sommes auxquelles il prétend et donne tous les éléments de détermination de ces sommes en joignant les pièces nécessaires à la justification du paiement.

L'annulation d'un bon de commande n'ayant fait l'objet d'aucun commencement d'exécution ne peut faire l'objet d'aucun remboursement de frais.

4.7 Commandes hors BPU

Si les articles à livrer ne sont pas prévus dans le BPU, le titulaire fournira un devis avec le détail de ses prix.

Le prix unitaire qu'il propose est un "prix nouveau", fixé en fonction du prix catalogue application faite de la remise consentie.

Ce nouveau prix devient définitif dès que le bon de commande a été notifié au titulaire. Ce nouveau prix n'est intégré à la liste des prix du bordereau des prix que dans la mesure où il présente une récurrence.

4.8 Durée des bons de commande

Le pouvoir adjudicateur émet des bons de commande pendant toute la durée de validité du marché. Toutefois, à compter de la date d'expiration de ladite durée de validité, la durée d'exécution maximale des bons de commande émis antérieurement est limitée à soixante (60) jours.

En complément de la transmission du bon de commande, le pouvoir adjudicateur se réserve la faculté de contacter téléphoniquement le titulaire pour évoquer sommairement la prestation afin de repréciser son besoin et/ou le calendrier. Cette prestation est incluse dans le montant des prix unitaires inscrits au BPU.

ARTICLE 5.DELAIS D'EXECUTION ET DE LIVRAISON

5.1 Délai de livraison

La livraison se fera sur le site indiqué sur le bon de commande dans un délai maximum de 15 jours ouvrés à compter de la notification du bon de commande au titulaire. Après consultation et

accord du titulaire, des délais plus courts ou plus longs pourront être indiqués sur le bon de commande.

Dans le cas de rupture de stock, le titulaire est tenu d'en informer immédiatement la COMUE.

5.2 Prolongation des délais

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par l'acheteur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG.-FCS avec les précisions suivantes :

Si le titulaire se trouve dans l'impossibilité de livrer à la date prévue pour des raisons exceptionnelles qui n'engagent pas sa responsabilité, il doit l'en aviser par mail avec accusé de réception le pouvoir adjudicateur en précisant les causes du retard.

Le pouvoir adjudicateur pourra alors envisager de suspendre l'application de pénalités à sa discrétion car il appartient toutefois aux candidats de choisir les réseaux et partenaires lui garantissant les meilleurs résultats. Cette possibilité de suspension est laissée à la libre appréciation du pouvoir adjudicateur selon le caractère exceptionnel des dysfonctionnements évoqués et les problèmes provoqués.

5.3 SAV et garantie

En cas d'anomalie constatée des articles, le titulaire devra proposer une garantie couvrant l'intégralité des coûts de service après-vente (frais de ports, déplacements...) et procéder à l'échange des articles défectueux.

Ce service après-vente est compris dans le prix du produit proposé dans l'offre. La garantie légale contre les vices cachés est applicable. Seuls seront exclus de la prise en charge, les frais de réparation liés à des dégradations volontaires ou accidentelles par les utilisateurs. La date de réception des articles conditionne le point de départ de la garantie.

5.4 Livraison

Les articles devront être emballés de sorte à empêcher la détérioration au cours du transport et des manipulations. Le titulaire a la charge du conditionnement et de l'emballage.

Une attention toute particulière devra être apportée aux produits fragiles. Le titulaire reste responsable du produit jusqu'à sa livraison. Dans le cas où un article arriverait détérioré, le titulaire serait tenu de le remplacer.

Le site de livraison sera précisé sur le bon de commande.

La livraison est réalisée selon les disponibilités du service bénéficiaire.

L'emballage, et le déchargement sont à la charge du titulaire et exécutés sous sa responsabilité.

Le titulaire demeure responsable de l'intégralité de la fourniture jusqu'à sa livraison.

Dans le cas où des frais de livraison sont applicables, le titulaire précisera dans son mémoire technique le tarif et le montant éventuel au-delà duquel les frais sont inclus dans la commande.

ARTICLE 6.RECEPTION DES ARTICLES

Le pouvoir adjudicateur procédera à la vérification des fournitures dans un délai maximal 24 heures ouvrées après la livraison des articles.

En cas d'observations, celles-ci seront notifiées par écrit (courriel) au titulaire du marché dans le délai sus-indiqué et le titulaire du marché sera alors tenu de procéder à la mise en conformité avec application de pénalités à compter de la date de refus de cette réception (article 13.1).

Le contrôle s'effectuera sur différents critères :

- Vérification quantitative,

- Vérification qualitative.

6.1 Vérification quantitative

Ces opérations de vérifications consistent à contrôler la conformité entre la quantité définie au bon de commande, celle portée sur le bordereau de livraison et celle effectivement livrée.

Si la quantité livrée n'est pas conforme à la commande, le pouvoir adjudicateur pourra mettre le titulaire en demeure, soit de reprendre à ses frais la marchandise en excédent, soit de compléter la livraison dans un délai qu'il lui prescrira.

En cas de non-conformité entre la quantité livrée et la quantité indiquée sur le bordereau de livraison, le bordereau et son duplicata seront rectifiés, sous la signature des deux parties ou de leurs représentants.

6.2 Vérification qualitative

Ces opérations de vérifications consistent à contrôler la conformité des articles livrés avec les spécifications du marché.

Si les articles livrés ne sont pas conformes, ils seront refusés et devront être remplacés immédiatement par le titulaire du marché sur demande écrite du pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 7. CONTENU DES PRESTATIONS

7.1 Substitution des fournitures

En cas d'abandon de commercialisation ou pour des motifs d'ordre réglementaire, des produits pourront être supprimés du marché.

Dans ce cas, le Titulaire pourra proposer un nouveau produit à la COMUE. La COMUE aura 15 jours ouvrés pour se prononcer sur l'acceptation ou non du nouveau produit.

Les produits pourront être introduits au marché à condition que l'économie du marché ne soit pas modifiée.

7.2 Qualité des fournitures

Les fournitures doivent être conformes à la réglementation en vigueur, aux spécifications techniques décrites dans le CCTP, de façon générale, à l'ensemble des stipulations du marché spécifique.

Le titulaire s'engage à ce que ses fournitures soient de qualité identique à celle des photos ou iconographies, ou spécimen, fournis avec son offre en fonction des exigences propres de chaque marché spécifique.

7.3 Alertes sanitaires

Le titulaire communiquera obligatoirement à l'ensemble des établissements adhérents dans les plus brefs délais tout incident survenant sur les produits fournis en France ou à l'étranger et toutes les alertes émises par l'Agence Nationale de Sécurité du Médicament et des produits de santé (A.N.S.M.) concernant les produits objet de la consultation. Le titulaire assurera, à son unique charge, le retrait et le remplacement des lots concernés depuis le lieu de stockage des produits concernés.

ARTICLE 8. REGIME FINANCIER

8.1 Monnaie

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro

8.2 Taux de TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

8.3 Forme et contenu des prix

Le présent accord cadre est conclu à prix unitaires. Les prix sont fermes.

Les prix du marché comprennent toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, ainsi que tous les frais afférents à la bonne exécution du marché, notamment à la mise en service du matériel, les frais de déplacement, les frais d'assurance, de conditionnement, d'emballage, de manutention, de stockage, d'installation.

Le Titulaire est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution du présent marché.

8.4 Offre promotionnelle

En cours d'exécution du marché spécifique, les prix peuvent également évoluer à la baisse dans le cadre d'offres de prix promotionnels mises en place à l'initiative du titulaire.

Le titulaire doit adresser dans les meilleurs délais, par écrit au pouvoir adjudicateur, le tarif promotionnel. Il précise la durée de validité de la promotion et la désignation précise des spécialités concernées.

La baisse de prix s'applique aux commandes émises pendant toute la durée de la promotion et se substituent automatiquement aux prix contractuels pendant la période définie, **sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant.**

Les factures émises sur la base des nouveaux prix doivent faire explicitement référence au tarif promotionnel qui fait partie des pièces justificatives de la dépense à transmettre au comptable public.

A l'expiration de la période promotionnelle, les prix du marché sont ceux à nouveau en vigueur.

8.5 Actualisation

Si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date de remise des offres et la date de commencement d'exécution des prestations, le prix ferme est actualisé selon la formule suivante :

$$P = P_0 (I - 3 / I_0)$$

Dans laquelle :

P = prix actualisé

P₀ = prix fixé dans l'offre du titulaire

I₀ = valeur de l'index de référence en vigueur au mois de remise de l'offre.

I-3 = dernière valeur de l'index connu

Index de référence :

INSEE de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 21.20 – Médicaments - Prix de marché – Base 2015 – Données mensuelles brutes – Identifiant 010534199 connue au moment de la demande de révision et disponible à l'adresse suivante : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010534199#>

ARTICLE 9. MODALITES DE REGLEMENT DES PRESTATIONS

9.1 Avance

Si les conditions définies à l'article R2191-7 du code de la commande publique sont remplies, une avance est versée.

Si le titulaire est une PME l'avance est de 20%

Si le titulaire n'est pas une PME alors l'avance est de 5%.

Si le marché est passé avec un groupement conjoint, les dispositions qui précèdent sont applicables aux prestations exécutées directement par l'ensemble des membres du groupement.

Les modalités de détermination du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant défini à l'acte d'engagement.

Le délai de versement de l'avance court à compter de la notification du marché.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités des articles R2191-11 et 12

9.2 Présentation des demandes de paiement

Les modalités de présentation de la demande de paiement seront établies selon les conditions prévues à l'article 11.3 du CCAG-FCS;

Les factures dématérialisées devront obligatoirement être déposées sur le portail Chorus Pro

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Siret de la COMUE : 130 021 322 000 16 Code service exécutant : 6000

Les modalités de présentation de la demande de paiement seront établies selon les conditions prévues à l'article 11.3.1 du CCAG-FCS. Elles sont adressées après « Service fait ».

Les demandes de paiement adressées à la COMUE devront comporter, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom du marché «»,
- le numéro du bon de commande
- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro du contrat ;
- le numéro du bon de commande le cas échéant ;
- la date d'exécution des prestations ;
- la nature des prestations exécutées ;
- la désignation de l'organisme débiteur
- le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération ;
- le cas échéant, applications des réfections fixées conformément aux dispositions du CCAG-FCS ;
- Tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors du marché et directement liés au marché;
- le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées ;
- la date de facturation.
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC ;
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché.
- la mention de l'assurance professionnelle et sa couverture géographique, pour les artisans immatriculés au répertoire des métiers et les entrepreneurs relevant de l'article 133-6-8 du Code de la sécurité sociale (notamment les auto-entrepreneurs relevant du régime fiscal de la micro-entreprise).

9.3 Paiement des co-traitant

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-PI.

9.4 Intérêts moratoires

Les sommes dues en exécution du marché sont payées conformément aux dispositions du titre IV de la loi n° 2013-100 du 28 janvier 2013 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière et du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à 30 jours maximum. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article 2 du décret sus-visé.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles 39 et 40 de la loi du 28 janvier 2013 susvisée.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

ARTICLE 10. Pénalités

Le montant des pénalités n'est pas plafonné.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant ne dépasse pas les 1000€ pour l'ensemble du marché.

Tout manquement du titulaire à ses obligations peut donner lieu à pénalité.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG FCS, les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

10.1 Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG FCS, les pénalités de retard sont les suivantes :

- 50 € HT par jour ouvré de retard par rapport à la date indiquée dans le bon de commande

Les pénalités de retard ne trouvent pas à s'appliquer dans le cas des ruptures de stock si et seulement si le titulaire en a averti le SIMPSS dans un délai raisonnable suite à la réception du bon de commande.

10.2 Pénalités pour non-respect des conditions de livraison et des prescriptions du marché

- 100€ HT en cas de non-respect des prescriptions de l'accord cadre

10.3 Pénalité(s) en cas de non-respect des dispositions du code du travail sur le travail dissimulé

Le titulaire subira, conformément aux dispositions prévues à l'article L. 8222-6 du Code du travail, une pénalité de 50 euros (cinquante) par jour calendaire de retard dans l'accomplissement des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 dudit code, dans les limites suivantes :

- le montant des pénalités est égal, au plus, à 10 % du montant du marché ;
- le montant des pénalités ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail.

ARTICLE 11.SOUS TRAITANCE

En application de l'article L2193-1 du code de la commande publique, seuls les marchés publics de fourniture comportant des services peuvent être sous-traités. Dans le présent accord cadre, seule la livraison peut être sous traitée.

Le titulaire est habilité à sous-traiter une partie de ses prestations, provoquant obligatoirement le paiement direct du sous-traitant pour des prestations supérieures ou égales à 600 € TTC.

Le titulaire et ses sous-traitants devront se conformer aux dispositions relatives à la sous traitante –articles R2193-1 à R2193-22 du code de la commande publique

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le pouvoir adjudicateur. Dans l'hypothèse où il n'aurait pas été soumis à l'agrément et à l'acceptation du pouvoir adjudicateur, le sous-traitant ne pourra pas être protégé par les dispositions de la loi du 31 décembre 1975, notamment en matière de paiement direct. A défaut, les prestations supplémentaires effectuées par le sous-traitant ne feront l'objet d'aucun paiement.

Est ainsi inopposable au Pouvoir adjudicateur tout contrat conclu entre le titulaire et un sous-traitant non agréé et toute acceptation d'un sous-traitant intervenant en dehors des conditions précitées.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes est possible en cours de marché selon les modalités définies aux articles R2193-1 à R2193-9 du code de la commande publique et à l'article 3.6 du CCAG/FCS.

Sous-traitance occulte :

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché (Article 41.1 du CCAG/FCS).

En effet, il appartient au titulaire de déclarer spontanément au Pouvoir adjudicateur, ou après observations de ce dernier, un sous-traitant et ses conditions de paiement.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ne sauraient résulter de la simple connaissance par le Pouvoir adjudicateur de l'existence du sous-traitant et sont soumis aux dispositions du CCAG applicable.

ARTICLE 12. CONFIDENTIALITE

Les données contenues dans les supports informatiques et documents fournis par la COMUE ou ses partenaires sont strictement confidentiels. En conséquence, le Titulaire du marché s'engage à :

- Ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations qui lui sont confiées, à l'exception de celles nécessaires à l'exécution des prestations, avec l'accord écrit préalable de la personne publique ;
- Prendre toute mesure de sécurité, notamment matérielles, pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traitées pendant l'exécution du marché ;
- A limiter la divulgation des informations strictement nécessaires aux seules personnes qu'il aura chargées de l'exécution de la prestation ;
- A recueillir l'engagement écrit des personnes chargées de la prestation, de respecter le secret professionnel.

En fin de marché, à procéder à la destruction de tout fichier manuel ou informatisé stockant les informations saisies. La COMUE peut procéder, à tout moment, à toute vérification qui lui paraît utile pour constater le respect des obligations de discrétion du Titulaire. Tous les documents sur support papier et informatique restent la propriété de la personne publique.

En cas de non-respect de ces obligations, la responsabilité du Titulaire peut être engagée sur la base des dispositions de l'article 226-13 du code pénal.

ARTICLE 13.RGPD

Dans le cadre de ses relations contractuelles, le titulaire s'engage à respecter les dispositions prévues dans le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, ainsi que la loi 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

ARTICLE 14.MODIFICATIONS RELATIVES AU TITULAIRE DU MARCHE

14.1 Changement de dénomination sociale du titulaire

En cas de modification de sa dénomination sociale, le titulaire doit impérativement en informer la COMUE par écrit et communiquer un extrait Kbis mentionnant ce changement, dans les plus brefs délais. Il fournit également un RIB mentionnant la nouvelle dénomination sociale.

14.2 Nouvelle entreprise née de la fusion ou de l'absorption du titulaire

Le transfert du marché à la société née de la fusion ou de l'absorption de l'entreprise titulaire ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable de la COMUE

Le titulaire doit en informer la COMUE dans les plus brefs délais et produire l'ensemble des documents et renseignements suivants, concernant la nouvelle entreprise à qui le marché est cédé :

- une copie de l'acte de fusion ou d'absorption définitif déposé au greffe du Tribunal de Commerce territorialement compétent ;
- une copie de l'annonce légale ;
- le pouvoir de la personne habilitée à engager la société ;
- un RIB pour les nouvelles coordonnées bancaires ;
- un extrait Kbis original de moins de trois mois faisant apparaître la fusion ou l'absorption de la société correspondante ;
- les attestations fiscales et sociales mentionnées dans les articles R2143-7 à R2143-9 et l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats annexé au code ;
- l'attestation sur l'honneur dûment signée qui indique que le repreneur ne tombe pas sous le coup des interdictions de soumissionner prévues aux dispositions de l'article L2141-1 et à l'article 2141-6 du code ;
- une attestation d'assurance correspondant aux exigences fixées ci-dessous ;
- les justifications de références identiques à celles demandées au titulaire lors de la passation du marché.

La cession du marché acceptée par la COMUE fera l'objet d'un avenant constatant le transfert du marché au nouveau titulaire.

14.3 Modifications de la structure d'exercice du titulaire

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à la COMUE les modifications survenant au cours de l'exécution du marché qui se rapportent :

- aux personnes ayant pouvoir de l'engager
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité
- à son adresse ou à son siège social
- aux renseignements qu'il a fourni pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

En cas de non communication de ces éléments, le marché pourra être résilié pour faute du titulaire.

ARTICLE 15. REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement à la COMUE par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

La COMUE adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'Article L627-2 du code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'Article L622-13 du code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court. La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus.

Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité

ARTICLE 16. RESILIATION

La résiliation du marché s'opère conformément aux articles 38 à 45 du CCAG FCS.

Par ailleurs la résiliation du présent marché public est de plein droit sans ouvrir une quelconque indemnisation lorsque le titulaire du marché perd son droit à exercer.

ARTICLE 17. CLAUSE DE REXAMEN

Conformément aux articles R.2194-1 à -10 du code de la commande publique, des clauses de réexamen sont prévues dans les conditions suivantes :

- Modification de la réglementation applicable entraînant une modification des fournitures initialement prévues ;
- Changement de dénomination du titulaire. Le titulaire est tenu de notifier sans délai au pouvoir adjudicateur les modifications se rapportant à sa raison ou dénomination sociale, son adresse, son SIRET et ses coordonnées bancaires ;
- Fusion, acquisition, cession de l'entreprise titulaire entraînant un transfert des droits et obligations du marché vers une nouvelle société ;
- Ajustement des pièces du marché en cas d'erreur matérielle.

ARTICLE 18.ASSURANCES

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG FCS, le titulaire (contractant unique ou chaque cotraitant en cas de groupement) doit être couvert avant la notification par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non, du fait de la réalisation des prestations qu'elles soient en cours de réalisation ou terminées.

Cette attestation sera envoyée tous les ans à marche@univ-toulouse.fr

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG FCS : pour justifier l'ensemble de ces garanties, chacun des cotraitants du groupement doit fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de sa compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de ses sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie.

Chacun des membres s'engage à informer expressément le pouvoir adjudicateur de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire. En cas de groupement, chaque cotraitant doit fournir cette attestation

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'Université De Toulouse et dans un délai de quinze jours (15) calendaires à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 19.LANGUES

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

ARTICLE 20. DIFFERENDS ET LITIGES

Le comité consultatif de règlement amiable ou litiges relatifs aux marchés publics peut être saisi selon les modalités fixées par les articles D2197-15 à 2197-17 du code de la commande publique.

Le comité consultatif compétent est Bordeaux.

Le présent marché est régi par le droit français.

En cas de litige, le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal administratif de Toulouse

68 rue Raymond IV - BP 7007 - 31068 TOULOUSE CEDEX 07

Tél : 05.62.73.57.57

Télécopie : 05.62.73.57.40

Courriel : greffe.ta-toulouse@juradm.fr

En cas de recours contentieux, vous pouvez saisir le tribunal administratif au moyen de l'application informatique « Télérécourse citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr

ARTICLE 21.DEROGATIONS AU CCAG

Les dérogations au CCAG-FCS, expliquées dans les articles désignés ci-après du CCAP, sont apportées aux articles suivants :

Articles du CCAP dérogeant au CCAG	Articles du CCAG auxquels il est dérogé
3	4.1

4.1	3.7.2
10	14.1.3
10	14.1
10.1	14.1
16	9.2